

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 4332

[2004/203236]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 9, 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 27 février 2004;

Vu l'avis du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel n° 2/2004 du 23 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2004;

Considérant l'accord du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la République française autorisant l'utilisation des pictogrammes et avertissements d'application en France, donné le 30 mars 2004;

Sur la proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel, et de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2004,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les programmes télévisés visés à l'article 9, 2°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion sont classifiés selon les catégories suivantes :

1° programmes déconseillés aux mineurs de moins de 10 ans;

2° programmes déconseillés aux mineurs de moins de 12 ans;

3° programmes déconseillés aux mineurs de moins de 16 ans;

4° programmes déconseillés aux mineurs.

Les journaux télévisés et la publicité ne font l'objet d'aucune classification.

Les magazines d'actualité sont soumis à l'obligation visée à l'alinéa premier, mais échappent aux obligations visées aux alinéas 3 des articles 6 et 8.

Dans les journaux télévisés, le présentateur est tenu de faire un avertissement oral en cas de scène susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Chaque éditeur de services relevant de la Communauté française classe les programmes visés à l'article 9, 2° du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, selon les catégories visées à l'article 1<sup>er</sup>.

§ 2. Pour la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'éditeur de services constitue un comité de visionnage chargé de proposer une classification des programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

La composition de ce comité est laissée à l'entière responsabilité de l'éditeur de services.

Dans les dix jours qui suivent la constitution du comité de visionnage, l'éditeur de services informe le Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la composition dudit comité. De la même manière, si la composition du Comité est modifiée, l'éditeur de service dispose de dix jours pour informer le Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la nouvelle composition.

**Art. 3.** Les programmes déconseillés aux mineurs de moins de dix ans sont des programmes comportant certaines scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de dix ans.

Ces programmes sont identifiés à l'aide d'un pictogramme rond de couleur blanche avec l'incrustation d'un -10 en noir, illustré au point 1<sup>er</sup> de l'annexe.

**Art. 4.** Les programmes visés à l'article 3 doivent être identifiés par les éditeurs de services par le pictogramme visé au même article pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

La mention « déconseillé aux moins de 10 ans » apparaît à l'antenne selon une des options suivantes :

— en bas d'écran, en blanc, au minimum pendant 1 minute au début du programme;

— plein écran, avant le programme, au minimum pendant 10 secondes.

Les horaires de diffusion de ces programmes sont laissés à l'appréciation des éditeurs de services.

Le pictogramme d'identification visé à l'article 3 doit apparaître à l'écran durant la totalité des bandes-annonces des programmes en question. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de dix ans et ne pourront, en aucun cas, être diffusées juste avant et juste après des programmes pour enfants.

**Art. 5.** Les programmes déconseillés aux mineurs de moins de douze ans sont, le cas échéant, des œuvres cinématographiques interdites d'accès en salles aux mineurs de moins de douze ans, ou des programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de douze ans, notamment lorsque le scénario recourt de façon systématique et répétée à la violence physique ou psychologique.

Ces programmes sont identifiés à l'aide d'un pictogramme rond de couleur blanche avec l'incrustation d'un -12 en noir, illustré au point 2 de l'annexe.

**Art. 6.** Les programmes visés à l'article 5 doivent être identifiés par les éditeurs de services par le sigle visé au même article pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

La mention « déconseillé aux moins de 12 ans » ou, le cas échéant, la mention « interdit en salles aux moins de 12 ans » apparaît à l'antenne selon une des options suivantes :

— en bas d'écran, en blanc, au minimum pendant 1 minute au début du programme;

- plein écran, avant le programme, au minimum pendant 10 secondes.

Ces programmes sont interdits de diffusion entre 6 heures et 20 heures en semaine et entre 6 heures et 22 heures les vendredis, samedis, jours fériés, veilles de jours fériés et pendant les périodes de vacances scolaires, sauf à l'aide de signaux codés.

Le pictogramme d'identification visé à l'article 5 doit apparaître à l'écran durant la totalité des bandes-annonces des programmes en question. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de douze ans et ne pourront, en aucun cas, être diffusées juste avant et juste après des programmes pour enfants.

**Art. 7.** Les programmes déconseillés aux mineurs de moins de seize ans sont des œuvres cinématographiques interdites d'accès en salles aux mineurs de moins de seize ans, ainsi que les programmes à caractère érotique ou de grande violence, susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de seize ans.

Ces programmes sont identifiés à l'aide d'un pictogramme rond de couleur blanche avec l'incrustation d'un -16 en noir, illustré au point 3 de l'annexe.

**Art. 8.** Les programmes visés à l'article 7 doivent être identifiés par les éditeurs de services par le sigle visé au même article pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

La mention « déconseillé aux moins de 16 ans » ou, le cas échéant, la mention « interdit en salles aux moins de 16 ans », apparaît à l'antenne selon une des options suivantes :

- en bas d'écran, en blanc, au minimum pendant 1 minute au début du programme;
- plein écran, avant le programme, au minimum pendant 10 secondes.

Ces programmes sont interdits de diffusion entre 6 heures et 22 heures, sauf s'ils sont diffusés à l'aide de signaux codés et en recourant à un ou des dispositifs qui permette à l'abonné de n'y accéder qu'après avoir saisi un code d'accès personnel. Sans introduction de ce code, le dispositif doit avoir pour effet de diffuser une image monochrome en plein écran, non accompagnée de son.

Le pictogramme d'identification visé à l'article 7 doit apparaître à l'écran durant la totalité des bandes-annonces des programmes en question. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, comporter de scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de seize ans.

**Art. 9.** Les programmes déconseillés aux mineurs sont des programmes pornographiques ou de très grande violence et susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral.

Ces programmes sont identifiés par un pictogramme rond de couleur blanche avec l'incrustation d'un -18 en noir, illustré au point 4 de l'annexe.

**Art. 10.** Les programmes visés à l'article 9 doivent être identifiés par les éditeurs de services par le sigle visé au même article pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

La mention « déconseillé aux moins de 18 ans », apparaît à l'antenne selon une des options suivantes :

- en bas d'écran, en blanc, au minimum pendant 1 minute au début du programme;
- plein écran, avant le programme, au minimum pendant 10 secondes.

Les programmes sont interdits de diffusion sauf s'ils sont diffusés à l'aide de signaux codés et en recourant à un ou des dispositifs qui permette à l'abonné de n'y accéder qu'après avoir saisi un code d'accès personnel. Sans introduction de ce code, le dispositif doit avoir pour effet de diffuser une image monochrome en plein écran, non accompagnée de son.

Le pictogramme d'identification visé à l'article 9 doit apparaître à l'écran durant la totalité des bandes-annonces des programmes en question. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, comporter de scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

**Art. 11.** L'éditeur de services est tenu, lorsqu'il communique ses grilles de programmes à la presse, d'indiquer pour les programmes qui y sont soumis, la signalétique qui sera appliquée.

**Art. 12.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral est abrogé.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 14.** Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

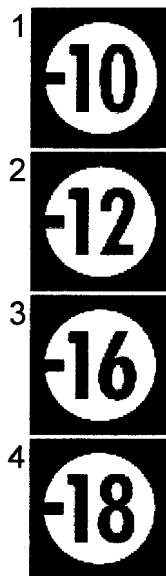
Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

Annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral :  
Symboles visuels visés à l'article 9, 2°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral.  
Bruxelles le, 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL  
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4332

[2004/203236]

**1 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bescherming van minderjarigen tegen de televisieprogramma's die hun lichamelijke, geestelijke of zedelijke ontwikkeling zouden kunnen aantasten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 9, 2°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2004;

Gelet op het advies van het College voor Advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector nr. 2/2004 van 23 maart 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2004;

Gelet op de toestemming van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Republiek Frankrijk van 30 maart 2004 waarbij het gebruik van pictogrammen en waarschuwingen die van toepassing zijn in Frankrijk, wordt toegelaten;

Op de voordracht van de Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector en van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004,

Besluit :

**Artikel 1.** De televisieprogramma's bedoeld in artikel 9, 2°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, worden gerangschikt als volgt :

1° programma's niet aangeraden voor minderjarigen onder de 10 jaar;

2° programma's niet aangeraden voor minderjarigen onder de 12 jaar;

3° programma's niet aangeraden voor minderjarigen onder de 16 jaar;

4° programma's niet aangeraden voor minderjarigen.

Televisiejournals en reclame worden niet gerangschikt.

De actualiteitenmagazines zijn onderworpen aan de verplichting bedoeld in het eerste lid, maar niet aan de verplichtingen bedoeld in de derde leden van de artikelen 6 en 8.

In de televisiejournals is de presentator ertoe gehouden een mondelinge waarschuwing te geven tegen programma's die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van de minderjarigen zouden kunnen aantasten.

**Art. 2.** § 1. Elke dienstuitgever die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, deelt de programma's bedoeld in artikel 9, 2°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep in volgens de categorieën bedoeld in artikel 1.

§ 2. Tegen de datum van inwerkingtreding van dit besluit richt de dienstuitgever een keuringscomité op dat belast is met het voorstellen van een rangschikking van de programma's die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van de minderjarigen zouden kunnen aantasten.

De samenstelling van dit comité behoort tot de volledige verantwoordelijkheid van de dienstuitgever.

Binnen de tien dagen volgend op de samenstelling van het keuringscomité licht de dienstuitgever de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector in over de samenstelling van het bovenvermelde comité. Op dezelfde wijze, indien de samenstelling van het Comité tegelijkertijd gewijzigd wordt, heeft de dienstuitgever tien dagen om de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector in te lichten over de nieuwe samenstelling.

**Art. 3.** De programma's die niet aangeraden zijn voor minderjarigen onder de tien jaar, zijn programma's die bepaalde scènes bevatten die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van de minderjarigen zouden kunnen aantasten.

Deze programma's worden met een rond, wit herkenningsteken geïdentificeerd, gepaard met een -10 in het zwart, geïllustreerd onder punt 1 van de bijlage.

**Art. 4.** De programma's bedoeld in artikel 3 moeten door de dienstuitgevers met het herkenningsteken bedoeld in hetzelfde artikel worden geïdentificeerd tijdens de hele duur van hun uitzending, met inbegrip van generieken.

De vermelding « niet aangeraden voor minderjarigen onder de 10 jaar » verschijnt op de antenne volgens één van de volgende opties :

- beneden het scherm, in het wit, ten minste tijdens 1 minuut in het begin van het programma;
- volledig scherm, vóór het programma, ten minste tijdens 10 seconden.

De uren van het uitzenden van deze programma's worden aan het oordeel van de dienstuitgevers overgelaten.

Het herkenningsteken bedoeld in artikel 3 moet op het scherm verschijnen tijdens de trailers van de betrokken programma's. Deze trailers zullen in geen enkel geval scènes kunnen bevatten die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van minderjarigen onder de tien jaar zouden kunnen aantasten en zullen in geen enkel geval kunnen worden uitgezonden vóór en juist na kinderprogramma's.

**Art. 5.** De programma's die niet aangeraden zijn voor minderjarigen onder de twaalf jaar, zijn in voorkomend geval films waarvoor de toegang tot de zalen ontzegd is aan minderjarigen onder de twaalf jaar of programma's die de lichamelijke, geestelijke of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen onder de twaalf jaar zouden kunnen aantasten inzonderheid wanneer het scenario systematisch en herhaaldelijk naar lichamelijk of psychologisch geweld verwijst.

Deze programma's worden met een rond, wit herkenningsteken geïdentificeerd, gepaard met een -12 in het zwart, geïllustreerd onder punt 2 van de bijlage.

**Art. 6.** De programma's bedoeld in artikel 5 moeten door de dienstuitgevers met een herkenningsteken bedoeld in hetzelfde artikel worden geïdentificeerd tijdens de hele duur van hun uitzending, met inbegrip van generieken.

De vermelding « niet aangeraden voor kinderen onder de 12 jaar » of, in voorkomend geval, de vermelding « verboden toegang tot de zalen aan minderjarigen onder de twaalf jaar » verschijnt op de antenne volgens één van de volgende opties :

- beneden het scherm, in het wit, ten minste tijdens één minuut in het begin van het programma;
- volledig scherm, vóór het programma, ten minste tijdens 10 seconden.

Deze programma's mogen niet worden uitgezonden tussen 6 uur en 20 uur in de week en tussen 6 uur en 22 uur op vrijdag, zaterdag, feestdagen, dagen vóór feestdagen en tijdens de schoolvakantie, behalve met behulp van gecodeerde signalen.

Het herkenningsteken bedoeld in artikel 5 moet tijdens de hele trailers van de betrokken programma's op het scherm verschijnen. Deze trailers zullen in geen enkel geval scènes kunnen bevatten die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van minderjarigen onder de twaalf jaar zouden kunnen aantasten en zullen in geen enkel geval kunnen worden uitgezonden juist vóór en juist na kinderprogramma's.

**Art. 7.** De programma's die niet aangeraden zijn voor de minderjarigen onder de zestien jaar, zijn films die niet in zalen mogen worden uitgezonden voor minderjarigen onder de zestien jaar, alsook erotische of zwaar gewelddadige programma's die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van minderjarigen onder de zestien jaar zouden kunnen aantasten.

Deze programma's worden door een rond, wit herkenningsteken geïdentificeerd, met een -16 in het zwart, geïllustreerd onder punt 3 van de bijlage.

**Art. 8.** De programma's bedoeld in artikel 7 moeten door de dienstuitgevers met het herkenningsteken bedoeld in hetzelfde artikel worden geïdentificeerd tijdens de hele duur van uitzending, met inbegrip van generieken.

De vermelding « niet aangeraden voor de minderjarigen onder de 16 jaar » of, in voorkomend geval, de vermelding « verboden toegang tot de zalen aan minderjarigen onder de 16 jaar » verschijnt op de antenne volgens één van de volgende opties :

- beneden het scherm, in het wit, ten minste tijdens 1 minuut in het begin van het programma;
- volledig scherm, vóór het programma, ten minste tijdens 10 seconden.

Deze programma's mogen niet worden uitgezonden tussen 6 uur en 22 uur, behalve als ze uitgezonden worden met gecodeerde signalen en door een beroep te doen op één of meer voorzieningen zodat de abonnee slechts toegang krijgt na een persoonlijke toegangscode te hebben ingevoerd. Zonder invoering van deze code moet de voorziening tot gevolg hebben een eenkleurig beeld in volledig scherm, zonder geluid, uit te zenden.

Het herkenningsteken bedoeld in artikel 7 moet op het scherm verschijnen tijdens de hele trailers van de betrokken programma's. Deze trailers zullen in geen enkel geval scènes bevatten die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van de minderjarigen onder de zestien jaar zouden kunnen aantasten.

**Art. 9.** De programma's die niet aangeraden zijn voor minderjarigen zijn pornografische of zwaar gewelddadige programma's en programma's die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van minderjarigen zouden kunnen aantasten.

Deze programma's worden door een rond, wit herkenningsteken geïdentificeerd, met een -18 in het zwart, geïllustreerd onder punt 4 van de bijlage.

**Art. 10.** De programma's bedoeld in artikel 9 moeten door de dienstuitgevers met het herkenningsteken bedoeld in hetzelfde artikel worden geïdentificeerd tijdens de hele duur van uitzending, met inbegrip van generieken.

De vermelding « niet aangeraden voor minderjarigen onder de 18 jaar » verschijnt op de antenne volgens één van de volgende opties :

- beneden het scherm, in het wit, ten minste tijdens 1 minuut in het begin van het programma;
- volledig scherm, vóór het programma, ten minste tijdens 10 seconden.

Deze programma's mogen niet worden uitgezonden behalve als ze uitgezonden worden met gecodeerde signalen en door een beroep te doen op één of meer voorzieningen zodat de abonnee slechts toegang krijgt na een persoonlijke toegangscode te hebben ingevoerd. Zonder invoering van deze code moet de voorziening tot gevolg hebben een eenkleurig beeld in volledig scherm, zonder geluid, uit te zenden.

Het herkenningsteken bedoeld in artikel 9 moet op het scherm verschijnen tijdens de hele trailers van de betrokken programma's. Deze trailers zullen in geen enkel geval scènes bevatten die de lichamelijke, geestelijke en zedelijke ontwikkeling van minderjarigen zouden kunnen aantasten.

**Art. 11.** De dienstuitgever is ertoe gehouden, wanneer hij zijn uurregelingen aan de pers meedeelt, het herkenningsteken dat van toepassing zal worden, te vermelden voor de programma's die eraan onderworpen zijn.

**Art. 12.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 2000 betreffende de bescherming van de minderjarigen tegen de televisieprogramma's die schade zouden kunnen berokkenen aan hun lichamelijke, mentale of morele ontplooiing, wordt opgeheven.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 juli 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL  
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 4333

[2004/203240]

**10 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2000 relatif à l'octroi d'allocations aux chauffeurs de véhicules de fonctions du Ministère de la Communauté française**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2000 relatif à l'octroi d'allocations aux chauffeurs de véhicules de fonction du Ministère de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 2004;

Vu le protocole n° 317 du Comité de Secteur XVII, conclu le 27 avril 2004;